



## Déclaration de la FSU 58 CSASD du jeudi 4 septembre 2025

Mme la Directrice Académique,  
Mme la Secrétaire Général,  
Mesdames, Messieurs les membres du CSA,

Avant de commencer cette déclaration, la FSU 58 tient à exprimer sa peine devant le décès de Caroline Grandjean qui a mis fin à ses jours, et son indignation devant les longs mois où cette collègue a subi du harcèlement homophobe sur son lieu de travail, dont l'origine n'a jamais été éclaircie. Il est essentiel que toute la lumière soit faite sur ce qui a abouti à un tel geste et que les coupables soient sanctionnés. Nos instances nationales demandent aussi la tenue d'une enquête administrative afin d'éclaircir les différentes responsabilités au sein de l'Éducation nationale qui, en tant qu'employeur, n'a pas été en capacité de protéger.

François Bayrou demandera lundi la confiance pour continuer sa politique. Selon toute vraisemblance, il ne l'aura pas. Nous n'en sommes pas surpris : la politique qu'il mène, et qui est en droite ligne celle de ses prédécesseurs, est rejetée par les Français. N'en déplaise aux tenants de la destruction des solidarités, les gens sont en colère puisqu'on veut dérembourser les médicaments, geler les prestations sociales, les faire travailler gratuitement deux jours fériés... tout en maintenant les privilèges fiscaux des ultra riches. Et dans l'Éducation nationale, il manque encore des enseignant·es (l'équivalent de 2 500 selon Élisabeth Borne) devant des élèves, alors que c'était un élément de communication à la rentrée 2024... Cela n'a rien d'étonnant puisque depuis plusieurs années, la FSU pointe un sous-investissement chronique dans l'école primaire française. En comparaison internationale, la France accuse 8 % de retard sur la dépense moyenne par élève en UE, et 11 % par rapport à celle des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). La dépense intérieure pour l'éducation est même en légère baisse (-0,1 % par rapport à 2022, en tenant compte de l'inflation), malgré les besoins croissants.

Le métier de professeur n'est pas attractif. Le décalage salarial est criant : un professeur gagne des centaines d'euros de moins par mois en milieu de carrière qu'un cadre A de la fonction publique. Il y a un conflit de valeurs lié au manque de temps, et au manque de moyens pour faire vivre l'école inclusive par exemple. A ce titre, nous rappelons que nous menons une campagne intersyndicale et qu'une pétition pour un statut des AESH a été créée, pétition que nous appelons à signer et à faire signer.

Les conditions de travail se détériorent, le mal-être professionnel est profond, aggravé par des risques psychosociaux élevés, notamment chez les femmes. Nous insistons sur la nécessité d'adapter les établissements scolaires aux risques climatiques (canicules, chaleurs extrêmes). La santé des élèves comme des personnels doit devenir une priorité politique. De manière plus large, la santé au travail reste un point noir : il faut une politique volontariste, et pas uniquement des ajustements techniques.

A cela s'ajoute, en cette rentrée, la mise en place de nouveaux programmes scolaires, qui s'alignent sur les évaluations nationales standardisées, réduisent la liberté pédagogique et favorisent une logique de performance au détriment de la compréhension.

Élisabeth Borne, dans sa présentation de rentrée, a fait des annonces dont on doute de leur mise en place effective :

- Investissement de 20 millions d'euros dans l'intelligence artificielle à destination des enseignants : nos collègues n'ont pas attendu un plan national pour s'intéresser à cet outil. Dès lors sont-ils tellement incompetents, ou bien est-ce une rustine pour combler le manque de formation initiale ?
- Concernant le dispositif "portable en pause", c'est une mesure qui cherche à répondre à de réels problèmes, mais dont la mise en œuvre, sans crédits d'état pour investir dans des supports de rangement, est très compliquée sur le terrain.
- La FSU a œuvré pendant toute l'année écoulée pour démontrer la fausse bonne idée des groupes de besoin au collège, en pointant les différents dysfonctionnements et contre-vérités. En cette rentrée, ces groupes sont reconduits en sixième et en cinquième avec beaucoup moins de moyens qu'avant, et des effectifs plus importants qui ne méritent pas le nom de groupe. Leur extension est même abandonnée en quatrième et en troisième, faute d'ambition, de clairvoyance, ou de moyens ?
- Enfin, Élisabeth Borne a fait part de son scepticisme concernant le contrôle continu du Baccalauréat. Or, cela fait des années que la FSU ne cesse de pointer ce problème qui a dévalorisé l'examen au point et gonfler artificiellement les taux de réussite. C'est un désaveu envers les derniers ministres de l'Éducation nationale qui ont initié et confirmé cette mesure. Une fois de plus, ignorer les revendications syndicales, c'est du dogmatisme ou c'est bien mal connaître la réalité du terrain. Sur ce point, les propositions de la Ministre et les dispositions parues au BO ne constituent pas une quelconque avancée. Elles restent sur la même logique qui considère qu'il y a moyen, par des plan locaux, de corriger les travers du contrôle continu. La seule manière de rétablir l'équité entre les candidats et sortir des écueils relevés par la ministre est de revenir pour toutes les disciplines à des épreuves nationales anonymes.

Dans le département, nous faisons face encore à cette rentrée à des RASED non pourvus. Nous perdons toujours des psy-EN, suite à des départs à la retraite non remplacés. Dans les établissements, les besoins sont énormes afin de soutenir les élèves fragiles, passer les tests psychologiques, aider à constituer les dossiers MDPH, rencontrer les familles et les accompagner. Les enseignant·es ont besoin de soutien afin d'identifier les besoins des élèves en situation de handicap. De même, la rééducation scolaire et comportementale pâtit du manque d'investissement en formation des enseignant·es.

Notre département va connaître le déploiement des PAS. Ces derniers sont présentés comme un outil de scolarisation inclusive, mais à la FSU, nous insistons sur le fait qu'ils ne sauraient remplacer les dispositifs existants ni justifier une logique de moyens contraints ou une déprofessionnalisation. Nous revendiquons que les coordinations soient assurées par des enseignant·es spécialisé·es, formé·es et en lien avec les équipes. Nous demandons également un plan ambitieux de départs en formation CAPPEI. Nous rappelons qu'une école inclusive ne peut se faire sans moyens pérennes, nous refusons toute ponction sur la carte scolaire.

Enfin, qu'en est-il de l'état de notre brigade départementale du remplacement dans le 1er degré : à une semaine de la rentrée scolaire, des enseignant·es attendaient encore le nom du ou de la collègue qui compléterait le service devant élèves. Les services de la DSDEN informent que tous les enseignant·es ont été affectés au 15 juillet et qu'ils attendent un recrutement de personnels contractuels enseignants ou un positionnement d'enseignants remplaçants. Cela nous interroge sur le suivi du remplacement pour le reste de l'année scolaire, qu'en sera-t-il au moment de la saison hivernale ou lors des journées de stage de formation continue ? Par ailleurs, nous souhaiterions avoir des explications concrètes sur le fonctionnement du logiciel ARIA+ pour comprendre les apports qui permettront d'améliorer l'efficacité du remplacement au sein de notre département.

La FSU a d'autres solutions pour améliorer le service public d'Éducation. Espérons que le prochain gouvernement saura enfin les écouter. Pour cela, il faudra montrer des preuves de respect du dialogue social.